

L'ESPAGNE SOCIALISTE

Organe franco-espagnol illustré du Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne (C. A. S. P. E.)

BI-MENSUEL

DIRECTEUR : Jean ZYROMSKI

REDACTION-ADMINISTRATION

Simone KAHN
3, rue Eugène-Poeëlle, Paris-10^e.
AUT. 9426.
Téléphone : de 17 h. à 19 h. : LOUJ2920.

ABONNEMENTS

6 mois 50 fr. Un an 100 fr.
Abonnement de soutien 200 fr.

ABONNEMENTS ETRANGERS

6 mois 15 fr. Un an 30 fr.

Compte Chèques Postaux : Paris 100036

SOMMAIRE

APRES LE DEUXIEME DISCOURS DE LUNA-PARK, par Jean Zyromski.

LE GOUVERNEMENT BLUM ENTERRE LE PACTE DE LA S. D. N., par André Weil-Curiel.

LA GUERRE FRANCO-ESPAGNOLE (suite), par Edouard Serre.

AU PAYS DU CONTROLE, par Peyrethon.

LA FAILLITE DE LA NON-INTERVENTION, par Jean Prader.

AVEC L'ARMEE POPULAIRE, par H.-N. Brailsford.

UNE MONSTRUOSITE : LE CONTROLE NAVAL, par Paul Perrin.

LA REVOLUTION AUX CHAMPS, par Collinet.

LE CHATIMENT DES CRIMINELS, par J.-M. Hermann.

TRAITS INTEMPESTIFS, par Boris Skomrovsky.

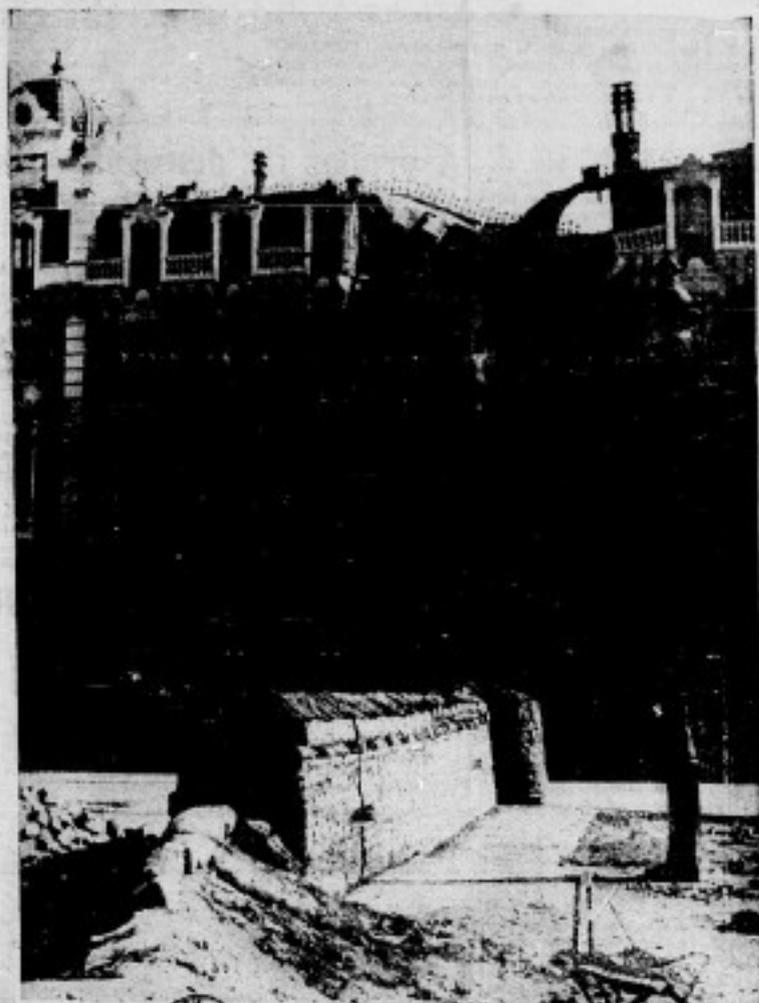
A MES CAMARADES PACIFISTES, par Suzanne de Callias.

DISCOURS DE PASCUAL TOMAS, secrétaire de l'U. G. T. (fin).

DOCUMENTS INTERNATIONAUX (correspondance entre les partis espagnols, l'I. O. S. et l'I. C.)

LETTRES ET NOUVELLES, etc.

LA MOTION DU C. A. S. P. E.



Barricade dans une rue de Madrid

« Le sang de notre peuple retombera sur ceux qui l'ont laissé verser »

(M. PICAVERA, représentant du gouvernement basque à Paris.)

Unité d'action internationale pour l'Espagne!

L'APPEL DE NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Valence. — Une agression infâme dépassant en ignominie tous les actes d'invasion de notre sol par les fascismes allemand et italien vient d'être consommée contre notre ville par l'escadre nazi qui exerce le contrôle dans les eaux d'Almeria, violant toutes les règles du droit et outrageant les traités internationaux.

Les canons de la marine de guerre allemande ont sauvagement bombardé et ensanglanté la population civile d'Almeria. Devant cet insupportable acte de guerre, expression des desseins belliqueux du fascisme, les ouvriers et paysans d'Espagne, les masses travailleuses de notre peuple qui luttent au premier rang contre les fascismes national et international, défendant leur liberté et en même temps défendant le prolétariat du monde contre les horreurs d'une guerre féroce, nous nous adressons à vous, Camarades de l'Internationale Ouvrière Socialiste, de l'Internationale syndicale et de l'Internationale communiste, à tout le prolétariat militant organisé dans des partis et des syndicats, pour vous demander d'intensifier la solidarité envers le peuple d'Espagne qui vient d'être attaqué de nouveau d'une manière criminelle dans ses foyers et ses enfants sans défense. Nous vous prions de combattre les gouvernements fascistes qui attaquent avec une violence inouïe nos populations civiles, semant la mort parmi les vieillards, les femmes et les enfants.

Vous qui constituez l'avant-garde du prolétariat mondial et portez ses glorieux drapeaux de lutte, nous vous prions à nouveau d'entreprendre l'action commune la plus décidée, en vue de mobiliser la solidarité prolétarienne de tous les peuples résolus à empêcher que les projets du fascisme ne se réalisent et que le monde ne soit englouti dans l'enfer d'une conflagration universelle.

VIVE LA SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALE CONTRE LE FASCISME!

DEBOUT AUX COTES DU PEUPLE D'ESPAGNE, DEBOUT POUR LA PAIX ET LA LIBERTE DU MONDE!

Pour le Parti socialiste ouvrier espagnol : **RAMON LAMONEDA.**

Pour le Parti communiste d'Espagne : **JOSE DIAZ, secrétaire général.**

Pour la Commission exécutive de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne : **FELIPE PRETEL, secrétaire général adjoint.**

LES RÉPONSES DE L'I. O. S. et de L'I. C.

Le camarade de Brouckère, président de l'I. O. S., a reçu, le 4 juin, de Moscou, le télégramme suivant :

Au Citoyen de Brouckère,
président du Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste, Bruxelles,

Nous avons reçu de Valence un appel du Parti ouvrier socialiste, du Parti communiste et de l'Union générale des Travailleurs d'Espagne, proposant des actions communes des organisations ouvrières internationales pour la défense du peuple espagnol attaqué par les fascismes allemand et italien. Nous supposons que vous avez aussi déjà reçu cet appel. A ce propos nous vous faisons savoir que nous sommes pleinement d'accord avec les propositions des camarades espagnols et soutenons entièrement leur initiative. De notre côté nous proposons de créer une commission de contact commune des trois Internationales (Internationale Communiste, Internationale Ouvrière Socialiste et Fédération Syndicale Internationale) en vue de réaliser l'unité d'action internationale contre l'intervention militaire de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne. Nous sommes prêts à examiner toutes propositions de votre part, ainsi que de la part de la Fédération Syndicale Internationale, dans l'œuvre de la défense du peuple espagnol.

Au nom du Comité exécutif de l'Internationale Communiste.

Le secrétaire général,

Georges DIMITROV.

Le camarade de Brouckère a répondu comme suit à ce télégramme, également par voie télégraphique :

Georges Dimitrov,

secrétaire général de l'Internationale Communiste, Moscou.

Avons reçu votre appel de Valence. Sommes pleinement conscients de la nécessité d'une action énergique, et sommes plus déterminés que jamais à la mener. Avons fait part de nos intentions à nos amis espagnols avant même d'avoir reçu leur message. Notre Internationale accomplira sous sa responsabilité tout son devoir. Ni son président, ni son secrétaire n'ont, comme vous savez, les pouvoirs nécessaires pour adhérer en son nom au comité que vous proposez.

De BROUCKERE.

Dans le premier discours de Luna-Park, celui de septembre 1936, Léon Blum estima nécessaire de « justifier » la politique de non-intervention inaugurée le 8 août 1936. A ce moment, Blum pensait que cette solution était la meilleure, étant donné la conjoncture politique nationale et internationale, pour les intérêts de la République espagnole et de la Paix. Nous n'étions pas de son avis parce que la non-intervention comportait ce vice fondamental qui a, dans la suite, entraîné des conséquences de plus en plus dommageables pour la République espagnole, de placer sur le même plan un gouvernement issu de la souveraineté populaire et des généraux factieux soutenus par le fascisme international.

Et puis, dès ce moment-là, nous savions que la « non-intervention » jouait à sens unique CONTRE le gouvernement républicain, du fait de l'attitude cynique des Etats fascistes. Or, sur ce point décisif, Blum se trompait gravement; quand en septembre 1936, à Luna-Park, il proclamait qu'aucune preuve, aucune présomption même, n'existait de la violation de l'accord de Londres, son erreur provenait d'une singulière méconnaissance des caractères de la politique du fascisme international. La guerre d'Espagne était bien la CHOSE du fascisme international.

Croire à la neutralité possible des Etats fascistes dans ce conflit, pour les associer à une politique de non-intervention mutuelle, solidaire, simultanée, était une illusion lourde de conséquences.

L'erreur d'aiguillage initial produit aujourd'hui tous ses résultats. Il n'est pas possible que notre camarade Blum ne le sente point avec force.

Est-ce cette sensation qui explique le silence du deuxième discours de Luna-Park sur les affaires d'Espagne ?

En effet, la courte allusion à la paix maintenue comme elle doit l'être dans le respect des intérêts essentiels du pays est trop insuffisante pour pouvoir être considérée autrement; d'ailleurs, la formule renferme une certaine équivoque. Elle ne met pas en relief la notion de la solidarité et de l'interdépendance des peuples. J'aurais voulu plus de précision dans le sens de l'internationalisme prolétarien qui se différencie si complètement du pacifisme abstrait, absolu, inconditionnel.

Quoi qu'il en soit, le contraste est si-

A propos du deuxième discours de Luna-Park

gnificatif entre le premier et le deuxième discours de Luna-Park.

Et pourtant, Blum possède au plus haut degré les qualités de courage intellectuel comme de courage physique d'ailleurs.

Mais, au fur et à mesure que la « non-intervention » se révélait impuissante à atteindre les objectifs que lui assignaient ses promoteurs, au fur et à mesure qu'elle produisait les résultats exactement CONTRAIRES à ceux que l'on attendait : reconnaissance de Franco par les Etats fascistes, intensification du ravitaillement en matériel de guerre par l'Allemagne et l'Italie,

multiplication des incidents maritimes le long des côtes de la péninsule ibérique, intervention directe des puissances fascistes de plus en plus caractérisée se transformant en agression ouverte, la contradiction la plus flagrante se révélait entre les règles de politique internationale affirmées à plusieurs reprises par le Gouvernement de Front Populaire et les pratiques concrètes suivies dans sa politique espagnole, or Blum a trop de rectitude logique dans l'esprit pour ne pas sentir encore cela fortement.

Que répondre en effet à de Brouckère quand celui-ci écrit dans le

Peuple de « Bruxelles » : CE QUI DEVAIT ARRIVER SE PRODUIT; IL NE SE PASSE PLUS DE JOUR SANS EVENEMENT GRAVE : NAVIRE DE COMMERCE COULE PAR QUELQUE MIN PLACEE EN DEPIT DES TRAITE BATIMENT DE COMMERCE COUL PAR CEUX-LA MEME QUI DEVAIEN ASSURER LA NON-INTERVENTIO « CONTROLEURS » BOMBARDAN LES VILLES QUAND ILS DEVAIEN PREVENIR LES LIVRAISONS D'OBUS CHACUNE DES DISPOSITIONS D ACCORDS DE NON-INTERVENTIO DEVIENT, A TOUR DE ROLE, OU U. REGLE VIDE DE SENS ET DE RAISOU UN MOYEN NOUVEAU D'INTE VENIR POUR LES AGRESSEURS, U SOURCE NOUVELLE D'IMPUISSAN POUR CEUX QUI DEVAIEN ASS RER LA PAIX. »

Tout ce que l'on a tenté depuis dix mois dans le sens de la « non-intervention » s'est effondré lamentablement. Les événements d'Ibiza et d'Almeria démontrent l'impossibilité d'un « contrôle » exercé par des Etats belligères. Le « contrôle » facilite leurs opérations navales. Le « contrôle » garantit et protège les « actes de guerre ». Le « contrôle » empêche la défense républicaine, entrave les opérations de la flotte gouvernementale.

Quand voudra-t-on comprendre tenir les leçons d'expériences répétées

Au retrait des combattants non espagnols sur les fronts de terre, il faut maintenant ajouter, si l'on veut mettre un terme à l'intervention fasciste, le retrait des unités navales allemandes et italiennes de la Méditerranée.

Seulement, avec l'orientation des négociations en cours, on tourne le dos à ces mesures. Bien plus, les fameuses « zones de sécurité » vont être peuplées des flottes du fascisme des points d'appui sûrs, des baies à l'abri de toutes opérations militaires. Vraiment, c'est complet ! Toutes les sanctions, ECONOMIQUES ET MILITAIRES, sont organisées et dirigées en fait contre l'Espagne républicaine.

Encore une fois, il n'est pas possible qu'une telle contradiction aussi flagrante entre les déclarations officielles de Léon Blum à Genève et les actes de son Gouvernement, entre les principes constitutifs du pacte de la S. D. N., la réalité diplomatique, ne finisse par frapper le Parti !

Pour masquer cette contradiction, le « Silence » de Luna-Park est insupportable. Au contraire il la souligne.

Jean ZYROMSKI.

DERNIERE HEURE

A la suite d'un nouveau télégramme de Dimitroff, De Brouckère a répondu par le dernier message que nous publions ci-dessous. La conversation va pouvoir s'entamer. Puisse-t-elle aboutir à l'action !

Croyons aussi que seul fond importe et le fond c'est l'action concordante en faveur de l'Espagne. Sommes toujours prêts à voir vos représentants à titre informel sur meilleure façon poursuivre cette action, de commun accord si possible sans friction inutile. Pouvons rencontrer vos délégués localités à votre choix, Genève ou environs. Veuillez avertir 48 heures d'avance. Nous entendons pour les

LE POPULAIRE n'a publié aucun de ces trois textes.

Paroles de circonstance

Il y a dix-huit mois, l'Italie faisait la guerre à l'Ethiopie. M. Pierre Laval laissait faire.

Socialistes et radicaux s'en plaignaient fort.

Le 27 décembre 1935, M. Delbos et notre camarade M. Léon Blum, interpellèrent avec force le maquignon de carrefour.

M. Pierre Laval entonna ce que le Populaire du 28 décembre 1935 appelait « la ritournelle pacifiste » :

Pourquoi n'apporterai-je pas ma crainte, ma hantise d'un incident comme l'histoire en offre tant d'exemples et qui pourrait entraîner notre pays dans une guerre que j'ai tout fait pour éviter...

Certains nous disent : ce qui compte à nos yeux c'est le respect de la loi internationale. Certes, mais cette loi a été prévue pour empêcher la guerre, pour en limiter les effets et non point pour la généraliser. (Huées sur les bancs socialistes).

Heureusement, il y avait sur les bancs radicaux, un honorable parlementaire qui se fit le champion du droit contre la force.

M. Delbos lui-même, eh oui, réfuta Pierre Laval. Affirmer, proclama-t-il, que les sanctions conduisent à la guerre, c'est prétendre que l'action des tribunaux et des gendarmes est de même nature que celle des criminels. N'y a-t-il donc plus de Tribunaux aujourd'hui pour l'Allemagne et l'Italie ? Qu'attend M. Delbos pour élever la voix à Genève ?

Il admettait en 1935 une certaine conciliation avec l'Italie. « Mais à certaines conditions : c'est qu'elle n'abandonne pas à l'abandon des principes et des réalités qu'il s'agit de sauver, que l'effort de conciliation ne soit pas un effort pour encourager l'agresseur en lui sacrifiant sa victime, qu'il ne risque pas de compromettre la sécurité collective et par conséquent notre propre sécurité.

Est-ce le même Delbos qui a reconnu la conquête de l'Ethiopie par l'Italie, qui a légitimé la rébellion de Franco, et qui s'apprête à sacrifier une nouvelle fois sa victime par une médiation habilement provoquée ?

(Lire la suite page 3.)

Le gouvernement Léon Blum enterre le Pacte de la S. D. N.

par André WEIL-CURIEL.

La discussion n'est pas facile avec les camarades du Parti socialiste français qui défendent la politique gouvernementale.

Quand on leur dit : « C'est une horce que des socialistes trahissent au préjudice de leurs frères espagnols le plus élémentaire solidarité internationale de classe » ils répondent en haussant dédaigneusement les épaules : « Mais vous savez très bien que le gouvernement n'est pas un gouvernement socialiste, que c'est un gouvernement de Front populaire, qu'il est donc tenu de faire non une politique socialiste mais une politique de Front populaire ».

C'est justement ce motager du monde. La politique gouvernementale est une aberration par rapport aux positions traditionnelles du socialisme. Mais elle est aussi une trahison par rapport aux principes du Front populaire sur la question.

Le programme de Front populaire et l'Espagne

Les adhérents de la non-intervention ne sont pas le court de sophismes. Le gouvernement se libère du chaos des moyens, disent-ils, parce que le programme du Front populaire, et pour cause, ne contenait rien sur l'Espagne. Erreur, erreur profonde.

La situation qui est actuellement celle de l'Espagne est parfaitement prévue par le programme du Front populaire.

Voici le contenu du programme qui le concerne :

« Solidarité internationale dans le cadre de la S. D. N. pour la sécurité collective, par la définition de l'agresseur et l'application systématique et solidaire des sanctions en cas d'agression ».

Le principe est clair. Application automatique et solidaire des sanctions en cas d'agression.

« Son application ne souffre aucune difficulté ».

Le gouvernement souverain d'Espagne, le peuple libre d'Espagne, la première nation socialiste de l'Europe occidentale a été l'objet d'une agression caractérisée. Aujourd'hui le doute n'est plus permis, si tant est qu'il l'ait jamais été.

Des preuves éclatantes ont été four-

nies à Paris, à Londres, à Genève, de l'invasion de l'Espagne par les armées de Hitler et de Mussolini. Les lectures de l'Espagne socialiste savent qu'elles sont tellement nombreuses et constantes, qu'elles nous permettent de remplir tous les quinze jours 2 pages de notre journal.

À défaut d'autre chose d'ailleurs, le bombardement d'Almería constitue un acte d'agression suffisamment caractérisé. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir un doute sur l'origine de l'agression.

De même que le Négus se menaçait pas la Roumanie, le gouvernement de M. Anna, ni même celui de Largo Caballero n'avaient de vaines inquiétudes sur la Sicile, les Pouilles, la Bosnie ou la Prusse Orientale.

C'est donc dans un but de complète impartialité et de lutte sociale tout ensemble que les divisions italo-allemandes occupent les Balkans, les Canaries et exercent leurs ravages sur le sol de la République espagnole.



Qu'a fait le gouvernement français pour remédier à cet état de choses ? Qu'a-t-il fait pour organiser le recours à l'intervention militaire dans le cadre de la S. D. N. ?

Qu'en dit le Pacte de la S. D. N. ? Ce n'est point le moment de juger tel d'un point de vue socialiste le régime de Genève que le camarade Litvinov qualifiait naguère de « société de brigands ». Un fait nous suffit, c'est qu'en toute circonstance, les chefs du parti radical et le chef suprême de notre parti, le père de la pensée socialiste en France ont refusé toute volonté de faire respecter et appliquer le Pacte de Genève.

« Le pacte — rien que le pacte — nous fait le parti » proclamaient Edouard Herriot.

Quant à Léon Blum, nos camarades trouveront à la rubrique « Traits interpellés » quelques fortes paroles prononcées par lui à ce sujet.

Nous pouvons d'ailleurs rappeler sans faire violence à la vérité, que l'opposition que notre parti fit, il y a 18 mois, avec une noble ardeur, à la politique de Pierre Laval, était précisément fondée sur le motif que le dit Pierre Laval, au-delà des nobles sentiments du Quai d'Orsay (ce postulat que ces derniers règnent toujours, s'irritations donc pas), professait pour le Pacte de la S. D. N. et l'application des sanctions à l'agresseur d'hier, qui, comme le prévoyait si justement Léon Blum, encouragé par le profit tiré de son agression est encore aujourd'hui l'un des agresseurs.

L'art. 10 garantit l'intégrité territoriale et l'indépendance politique

Et bien ! que dit donc ce pacte

que la majorité du pays a voulu voir respecter ?

Essentiellement ceci : l'article 10 du pacte de la S. D. N. garantit l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats associés.

« Les membres de la Société s'engagent à respecter et à assister contre toute agression arbitraire l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil agit sous l'impulsion immédiate de cette obligation ».

Il semble qu'il serait temps en effet d'appliquer.

Ce texte est limpide et Léon Blum qui se plaignait dans son premier discours de Luna-Park de l'incertitude du droit international ne peut manquer de trouver un précieux appuiement à sa lecture.

Qu'a fait son gouvernement pour maintenir contre toute agression arbitraire l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Espagne ?

ce qu'il proposait de la Télévidéographie, de l'airmer.

Ils ont jeté les et flammes contre leurs préférences qui ont laissé le Japon absorber la Mandchourie sans piper mot, ils ont traité plus bas que terre, et c'était justice, Pierre Laval, parce qu'il n'avait déployé qu'un zèle double à appliquer les sanctions à l'Italie en rupture de pacte, et aujourd'hui que l'occasion unique leur est offerte de restaurer le prestige de la sécurité collective, de mettre un terme aux entreprises criminelles du fascisme international en dressant contre elles la barrière des sanctions collectives par le pacte, il n'est plus question de rien.

La victime de l'agression est l'objet des sanctions les plus iniques, les agresseurs sont honorés, et plus ils se combattent de foibles, plus le souci de ne pas les contrarier le moins du monde, devient la règle de la diplomatie du gouvernement de Front populaire.

Il y avait pourtant quelques mesures financières et économiques à prendre, pour ne parler que de celles-ci, pour mettre un terme à l'agression italo-allemande.

Il y avait des recommandations à formuler. Il y avait à inviter l'Allemagne et l'Italie à se soumettre à la procédure prévue par le pacte pour régler le différend qui peut les opposer à l'Espagne et qui les a jetés dans l'agression.

Les sanctions, c'est la guerre...

Il y avait, enfin, et cela c'était sérieux, à appliquer les sanctions prévues par l'article 16, et qui prévoient, en vertu de l'article 17 être appliquées aux Etats non-membres comme l'Allemagne qui refusent de régler pacifiquement le conflit.

L'article 16 est péremptoire : « Il est ainsi conçu : « Si un membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est ipso facto considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tout rapport entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou postales entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, membre ou non de la Société ».

Si l'Allemagne, si l'Italie, n'arrivent pas à résister à ces sanctions de cette nature elles n'auraient même pas eu l'idée de s'y opposer si elles en avaient senti le menace peser sur elles.

Hélas ! c'est ici qu'intervient la pleuroisie du Quai d'Orsay. Dès le premier jour de la guerre d'Espagne, il donnait carte blanche à l'agresseur, renvoyait ses rigueurs à la victime de l'agression, et affirmait solennellement que, quoi qu'il arrivât, il ne se mêlerait pas de cette histoire.

Il reprochait à son compte l'attitude hostile de Maura et Pierre Laval : « Les sanctions, c'est la guerre », 1935, l'Ethiopie, 1936, Espagne. Les fascistes ont inscrit en lettres de sang et de feu un tableau de l'histoire cette vérité toute différente que l'absence de sanctions, la carence des nations associées dans le pacte, c'est la dévastation et la catastrophe.

On nous opposera que l'Angleterre se serait refusée à appliquer le pacte à l'Allemagne et à l'Italie.

C'est bien possible. Mais il fallait la mettre au pied du mur. L'america et présida à la face du monde la responsabilité de renier les principes qu'elle professait avec tant d'ardeur au moment de sa guerre italo-éthiopienne.

L'honneur du gouvernement français eût été sauf, et nous n'aurions pas assisté à ce spectacle navrant : le pacte de la Société des Nations bafoué, irrémédiablement non en pièces par ceux-là mêmes qui avaient le plus énergiquement exigé naguère qu'on le respectât.

Paroles de circonstance

(Suite de la page 2)

M. Delbos poursuivait : « Il faut revenir à l'essai de pacte au maximum l'essai avec les nations groupées à Genève, car si les sanctions ont été appliquées, il y a eu une victoire sur les dangers qui menaçaient pour la France de l'abandon de l'essai du pacte, et les sanctions ont été appliquées ».

« Mais, guerre d'Espagne et d'Italie pas une occasion de revenir à l'essai du pacte ? Qu'a fait Delbos pour le tenter ?

Il s'efforçait à Léon Blum de définir la position socialiste dans ce débat.

« Ses arguments sont d'actualité et sont en fait pas que M. Yves Delbos sollicita son intérêt et tout les sympathies de son président du Conseil sur cet important problème ».

« Le pacte repose sur la substitution de l'essai à la force dans le règlement des litiges internationaux, sur la solidarité des nations entre elles, sur l'existence qu'elle doivent se prêter mutuellement d'une aide d'urgence, grande ou petite, sur cette justice sociale que nul que l'agresseur d'un acte de guerre n'aurait de Dieu ».

« Mais, l'essai n'est pas, ce qu'on appelle le régime de guerre ? Mais le régime, chaque nation doit se préparer indépendamment, sans seulement pour la plus grande partie pour un éventuel éventuel ».

« Je ne risque ni de la solidarité, que prouve-t-elle pour une nation de celle qui peut être aussi capable dans un monde de paix de la sécurité des nations et de la solidarité des peuples ».

« Que pensez-vous de l'essai ? Et que fait le gouvernement français pour délivrer l'Espagne de l'envahissement des fascistes allemands ? Et le deuxième livre nous en Espagne ?

Dans le cadre du pacte et de la sécurité collective, les moyens d'action ne lui manquent pas.

Il pouvait d'abord utiliser la procédure prévue par l'art. 11 : demander la convocation du Conseil.

L'article 11, paragraphe premier est en effet formel :

« Il est expressément déclaré par toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des membres de la Société, les membres de la Société ont l'obligation de se réunir et de prendre les mesures propres à sauvegarder effectivement le pacte des sanctions. En pareil cas, le secrétaire général convoque immédiatement le Conseil à la demande de tout membre de la Société ».

Noble et judicieuse déclaration à laquelle la France a adhéré en signant le pacte.

« N'y a-t-il donc pas une guerre italo-allemande contre l'Espagne ? De l'Italie à l'Allemagne, ne voit-on pas des projectiles italiens et allemands, mis en action par des soldats italiens et allemands, qui sèment le deuil et émancipent la terre d'Espagne ?

Est-ce que cela n'intéresse pas la communauté internationale, et au premier rang la France dont Léon Blum se targue si volontiers de vouloir faire respecter tous les intérêts ?

Alors ? Pourquoi l'avons-nous pas demandé la convocation du Conseil ? Ou pourquoi ne le demandez pas ?

De Laval à Delbos

Des hommes comme Blum sont partisans de la sécurité collective. Ils ne manquent pas, une occasion, qu'ils

REVOLUTION ESPAGNOLE

Pour les républicains, les fascistes avaient une année de 4 pour 100 payés par l'Etat et par les paysans. La réforme abolissait donc même à sauter certains propriétaires ou défilés. Au lendemain de sa victoire de 1936, le Front populaire avait sa marche la réforme qui avait été ajournée par les gouvernements réactionnaires, mais s'en modifia par le rachat. En rachat, à la suite du coup d'Etat fasciste, rien n'avait été fait pour élever la féodalité terrienne : et ce fut elle qui débâta le pays pour empêcher toute possibilité future d'émancipation sociale.

Les paysans se soulèvent

Rien ne caractérisait mieux la résistance de tout le peuple espagnol, que le fait qu'en dehors des villes ouvrières, les villages prirent aussi les armes pour tuer le fascisme. Les soulèvements absolus déjà des légions gardées levées par les paysans en Galice, en Andalousie et sur tous les territoires adjoints aux mains des fascistes ; mais qui commença à venir l'Espagne républicaine en août dernier, après le soulèvement de milliers de villages et zones, protégés par des bandes, des troupes surveillées par les paysans à l'œil nu, même de fronts de chasse, et même de patrouilles à partir de l'époque carbon. Les paysans avaient connaissance avec les milices communales. Le café chaud, le cacao et un cotillon de coton, les paysans vivaient sur pied des conseils de village qui se substituaient aux anciennes municipalités. La terre fasciste, les impôts et les dettes furent abolis. La Catalogne et l'Aragon, en particulier, l'émancipation de tous les jours, et l'on brûla solennellement les esclaves, créant et action notant qui appartenait de propriété en possession l'ensemble des travailleurs de la terre. Libérés de l'exploitation, il fallait l'organiser !

Un socialisme espagnol

Dans les villages d'Aragon, l'on se souleva un socialisme paysan essentiellement coopérative et libertaire. Les fermiers, libérés de la terre et des dettes, commencent à cultiver leurs parcelles respectives, mais tous les services nécessaires, batteurs, presses, moissonneuses, charriots en sont ainsi que le matériel étaient collectifs et gérés par le comité paysan du village, la maison se faisait en commun. Le comité concentrait toute la récolte et se faisait l'intermédiaire pour la vente en ville des produits de la terre.

Cette organisation à la base se répéta et vit qu'un décret fut pris par le Généralat de Barcelone, réglant ces initiatives, et les

condant même obligatoires sur tout le territoire espagnol. La socialisation obligatoire a seule permis aux ouvriers et militaires de ne pas connaître la famine. Enfin, le socialisme agricole a jeté les bases d'une démocratie paysanne qui devient alors les piliers culturels de Mars, et le charne sans lequel, dans toutes les notions humaines, le solo de la Révolution positive devient un charne facile.

Mais, à côté et parfois en face des nouveaux syndicats agricoles, de nombreuses entreprises de collectivisation agricole se sont développées. J'ai visité un de ces « kolchos » situés à Ramon, dans la province de Lérida, aux confins de la Catalogne et de l'Aragon. Là se trouvait le domaine de la famille Reyentes, aujourd'hui, domaine du peuple. Don Manuel Reyentes possédait 4.000 hectares de vignes, dont il tirait les meilleurs vins espagnols. Semaine après semaine travaillant sur ce domaine. La messe chaque dimanche, l'enseignement religieux des enfants était obligatoire pour les enfants de Don Manuel... J'allai alors : la famille Reyentes est le temps de l'achat vers le ciel italien... Aujourd'hui, le domaine est géré collectivement ; les vins, tirés par les méthodes les plus modernes, sont envoyés aux masses d'assistance de la Généralité. Le château

des Reyentes, admirablement tenu, est devenu une maison de repos ; à sa base centrale flote le drapeau rouge.

Le gouvernement catalan a publié dans le mois un décret consacrant sans indemnisation les grandes propriétés terriennes, et en exécutant l'initiative aux travailleurs agricoles.

Dès le début d'octobre, le gouvernement Caballero passa le aussi un décret expropriant les domaines des grands propriétaires réactionnaires, au profit des syndicats de producteurs agricoles. Il faut reconnaître que dans le Front populaire, une lutte très vive a été menée entre partisans et adversaires des collectivisations agricoles. C'est ainsi que dans son discours du 9 mai, à Valence, le premier ministre de l'Agriculture, Pío Baro, s'élève contre les collectivisations de certains grands domaines, en prétendant qu'ils occasionnent un rendement de la terre. Un tel débat ne se trancha pas par des affirmations dogmatiques. La Révolution agricole est une doctrine que la mentalité paysanne, la nature du sol, l'ajout des cultures le sont. Elle se peut être autre chose que le mouvement de travail, et s'écarte toujours avec leurs moyens, leurs aspirations et... leur partage des richesses d'esclavage féodal et capitaliste.

M. COLLINET.



Jeunes paysans de l'Union populaire

par Pascual Tomas Internationales, le 10 mars 1937

travailler également à ce qu'on aide l'Espagne à calmer la haine et les pleurs des combattants, et aussi à ce qu'on nous donne les moyens de défense nécessaires pour défendre nos intérêts.

Nous ne demandons pas des hommes, nous demandons des armes, car dans de nombreuses occasions, nous luttons contre les fascistes avec des fusils, alors que l'ennemi possède tout le matériel militaire moderne en abondance. Enfin, nous voulons adresser aux parlementaires socialistes, aux syndicalistes de la F. S. I. une question des plus vitales : nous ne faisons aucune objection sur l'engagement que vous avez pris à maintenir votre solidarité mondiale envers les hommes et les enfants de votre pays, mais je le demande aux députés socialistes européens : Avec-vous pensé à la république pour laquelle nous avons en Espagne tant d'adhésions espagnoles et de vies ?

Je vais vous le dire : C'est avec que le fascisme culmine la vie de nos pays, on nous, les socialistes, nous luttons pour défendre la vie, qui nous fait de la République, qui est celle de la liberté : pour défendre la patrie, on ne se défend pas l'indépendance de la paysan-

ché et débarrassé par les Armées armées de l'Union internationale.

Si la réalité s'ajoute à nos paroles, la démocratie anglaise et tous les députés à cette conférence doivent comprendre qu'il se agit pas d'une maison d'air et d'argent pour accuser les autres. La parole rendue est de supprimer la cause pour supprimer les effets. Et pour supprimer la cause, il faut apporter un soldat actif à l'Espagne républicaine et démocratique.

Les députés de la F. S. I. doivent admettre des décrets pour empêcher le boycottage absolu de toutes les marchandises destinées aux rebelles et ne pas permettre que leur paysenne un seul homme, un seul fait si un seul gain de 10, en même temps que les produits de notre l'Europe doivent déclarer à leurs gouvernements respectifs, selon l'accord qui sera adopté à cette conférence, qu'ils se désolent en un jour et que leurs députés, à partir de maintenant, pendant quelques semaines le travail de notre monde entier ; que un autre des articles et des fabrications, sans autre que gouverneront le droit de solidarité des travailleurs dans la réalité : c'est que nous défendons.

Car les travailleurs savent que nous défendons en premier lieu notre indépendance ; mais si nous devons servir aussi que les habitants de nos régions sont la barrière de la paix universelle. Si les communistes peuvent se servir au début de quelque relief de la victoire, la Herti et la paix du monde sont menacés. Si la main qui tient le fusil en Espagne tombe, la démocratie et la paix sont dans toute l'Europe en danger de mort.

En résumé, la délégation espagnole demandée à l'Assemblée :

1° De rédiger un document destiné à faire connaître au monde le sens humain de notre guerre.

2° Qu'une délégation de cette conférence traite avec les chefs des gouvernements français et anglais de la position des deux pays par rapport à notre problème fondamental.

3° Que les parlementaires socialistes exigent de leurs gouvernements le retrait de tout soutien de non-intervention et l'envoi un gouvernement légal d'Espagne de tout le matériel nécessaire à sa défense.

4° Que la conférence arrive aux dates et une heure devant laquelle les travailleurs du monde entier participent par le travail, en signe de solidarité avec le prolétariat espagnol et de menace envers leurs gouvernements, pour les avertisse qu'ils s'occupent pas leur appel, le prolétariat est prêt à soutenir les fabricants et à dériver les chaînes d'exploitation industrielle, afin de s'être pas complais de crime accepté contre nous.

« J'ai si peur quand il fait beau... »

Ce matin, à six heures, j'ai pris place sur un des canotiers chargés de maintenance de construction, qui se dirigent vers la centrale hydroélectrique de Bibens : car en dépit de la pluie, de la chaleur, des attaques aériennes et des travaux pour tout à renforcer encore la résistance de la machine à vapeur de la centrale.

J'ai marché dans la montagne pour l'entretien. Toutes les routes qui mènent à Bibens sont bien défoncées ; localement, de grands blocs traités le ciment et les autres de fer, qui servent à la construction de retranchements et de parapets. Des autres groupes le long des sentiers escarpés, au-dessus des toits et des vitres aux fenêtres qui s'écroulent et se détachent.

Dans certains endroits où la montagne est plus facile, on emploie aussi des hommes. J'ai passé avec une jeune fille de 17 ans. Elle rit et a l'air de nous parler aux papiers de terre, et que nous respirons des sacs de sable, lorsque nous glissons et craquons le sol, nous chuchotons. Tout paraît plus facile alors, dit-elle. Quelle chance qu'il pleuve aujourd'hui ; quand il fait beau, j'ai si peur des routes de bombardement. Je travaille ici de 7 heures du matin à 7 heures du soir, le gage à peine 50 et on ne donne à manger. C'est dur, mais je suis sûre de pouvoir travailler pour ma ville.

Et la jeune ouvrière ajoute : « J'ai été non content, plus le courage de continuer à travailler chez nous à Los Arcos. Hier, vers 4 heures de l'après-midi, des bombes sont tombées sur nous, nous sommes restés de la nuit. J'ai vu les bombes tomber. Non, j'avais vu, non ; non ; j'avais entendu le nombre d'heures avant ; on n'avait pas donné l'alarme. Pour un homme honnête, personne ne se trouvait dans les maisons, car maintenant elles sont en ruines. Ces maisons sont faites de telle sorte qu'elles peuvent être bombardées par des bombes de guerre. Mais personne ne sait exactement d'où viennent les bombes et les obus. Non, mais ils savent que ces obus sont plus grands que ceux que peuvent tirer les canons des autres rebelles. Tout le monde était dans le village que ce soit de nouveau Los Arcos, les Allemands. Près du port il y a des femmes qui devraient jouer et travailler dans les usines, avec leurs enfants. La nuit, elles font la lessive. Elles sont si fatiguées et si nerveuses que pour elles, le sommeil n'est devenu un rêve. Oh, nous avons terriblement peur de ces très mystérieux... »

La pluie tombait, le vent était calme, la jeune intellectuelle sourit et reprit son travail.

L'Union générale des travailleurs est convaincue que si vous adoptez et défendez ces mots d'ordre, la France, l'Angleterre et la Belgique changeront d'attitude, et les autres pays d'Europe pourront plus d'attention au danger qui se trouve de l'autre côté des Pyrénées.

L'AVENIR DE L'ESPAGNE

Si vous apportez cette solidarité l'Espagne républicaine triomphera de tous ses adversaires. Pour appliquer une politique anarchiste, comme le dit le mot même ? Non. C'est qui dirige le gouvernement espagnol et un homme que vous connaissez tout, un socialiste dévoué pour vous, et dont toute la vie défend l'idéal d'émancipation de la classe ouvrière. C'est Largo Caballero.

Quand nous aurons gagné la guerre, nous nous en occuperons de toute manière à reconstruire la vie culturelle et démocratique de l'Espagne sur une base de Herti et de respect humain. Nous ferons un acte sur la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ne perdent pas de paroles d'ennemi, mais qu'ils se convertissent en réels vivants qui respectent sans limitations l'honneur des hommes et l'existence qui nous doivent appartenir.

Démocratie d'Europe ? Démocratie socialiste ? Travailleur de monde ? Aide l'Espagne à défendre son indépendance et sa liberté !

FIN

Le châtiment des criminels

par J.-M. HERMANN

Lorsque le **Saint-Philibert** fit naufrage, engloutissant des centaines d'innocents, la vieille canaille de l'**Activo Francés** découvrit que le capitaine s'appelait Briant. « C'est un intérêt », s'exclama-t-il en ricanant de joie. « L'autre Briand, Aristide, et sa politique auront le même sort ! »

Nous qui ne prétendons pas incarner le « claire raison latine » et l'« esprit de Descartes », nous avons la faiblesse de ne pas croire aux « intérêts », ni aux présages. Il nous paraît toutefois intéressant, à propos d'un événement récent, de souligner que depuis un an la majorité des hommes sur qui pèse l'affreusable responsabilité du drame espagnol ont déjà reçu des événements leur châtiment.

Un bon coup d'œil en arrière !

13 juillet 1936. — Le député **Calvo Sotelo**, chef de mouvement monarchiste dit « **RENOVATION ESPAGNOLE** » est enlevé et exécuté sommairement par les hommes du lieutenant de garde d'assaut **Castillo**, assassiné la veille par les fascistes.

Calvo Sotelo était l'âme et le chef de la conspiration. Sa mort devait en brusquer l'aboutissement. C'est lui qui avait réglé tous les détails du soulèvement et devait exercer les fonctions de dictateur en cas de succès.

21 juillet 1936. — Sur l'aérodrome de Cascais (Portugal), le général **Sanjurjo** périt carbonisé dans un accident d'avion.

Sanjurjo, auteur de l'insurrection fasciste de 1932, amnistié par la République et exilé, rentra en Espagne prendre le commandement des armées insurgées. Il venait de faire à Berlin un mystérieux voyage.

12 août 1936. — A Barcelone, le général **Godé** est condamné à mort, et fusillé le 13. Son lieutenant, le général **Fanjul**, devait l'être le 17.

Le général Godé avait été le principal organisateur militaire de la rébellion. **El Socialista** a publié un rapport qu'il avait reçu dès le mois de février du colonel Aranda, commandant d'Oviedo. Suspect, il avait été envoyé aux Baléares d'où il était revenu en avion prendre la tête du mouvement à Barcelone. La foule ayant réprimé la sédition, il fut fait prisonnier.

19 août 1936. — José Primo de Rivera, fils de l'ancien dictateur, chef suprême de la Phalange espagnole, est condamné à mort à Alicante et exécuté le 21.

José Primo de Rivera dirigeait le groupement extrémiste des fascistes espagnols, qui a fourni des unités de combattants, et fait régner la terreur dans la zone rebelle. Il était en liaison avec le fascisme italien.

29 septembre 1936. — Le prince Charles-Alphonse de Bourbon et Autriche est tué par une automobile à Vienne.

Le prince Charles-Albert était le prétendant carliste à la couronne d'Espagne. Il avait déjà dans sa jeunesse soutenu une longue guerre civile pour conquérir le trône. Ses 30.000 « requêtes », paysans navarrais fanatisés comme les Chouans de la Révolution française, permirent seuls aux généraux rebelles de ne pas être écrasés en Espagne du Nord dès le début de l'insurrection.

3 juin 1937. — Une dépêche laconique annonce la mort du général **Mola**, tué dans un accident d'avion.

Le général Mola, ancien directeur de la répression contre les républicains avait été « limogé » par le gouvernement de Front populaire. Commandant de l'armée insurgée du Nord, il était la responsable des massacres d'Iruya, de Guernica, de Durango et avait menacé de raser Bilbao. L'accident s'étant produit en zone rebelle, alors qu'il revenait précipitamment de Biscaye au quartier

général de Valladolid pour faire front à l'offensive des républicains, il faudra attendre la fin de la guerre pour en connaître les détails exacts. Un attentat n'est pas impossible.

Depuis la mort de Godé, Mola était le plus coupable et le seul vrai « général » des forces insurgées.

Ainsi, de tout l'état-major de la conspiration, il ne subsiste plus que le général politique Franco, le financier Juan March et Gil Robles. Ces deux derniers sont d'ailleurs prudemment réfugiés à l'étranger où ils s'occupent du pillage de la fortune et des liaisons avec les fascistes étrangers.

Les autres Q. de Liano ne sont que de vagues comparses.

Sur neuf sites, la conjuration fasciste en a déjà perdu six. Et sa victoire est de plus en plus problématique.

Salutaire sujet de réflexion que nous offrons à nos adversaires français.

Pas plus que l'autre, la guerre civile ne « paye ».

Et ses premières victimes sont ceux qui la déclenchent.

Excellente justice immanente, et à laquelle les travailleurs savent à propos donner un bon coup de poce !

Jean-Maurice HERMANN.

P.-S. — Nous attendons encore que le secrétaire général du Parti fasse officiellement connaître ses sentiments sur l'agression hitlérienne contre Alger. Le secrétaire général, ministre, est muet ; son adjoint en vacances d'Autriche, pendant ce temps, exploite la générale indignation populaire. Oserait-on ennuier leur en faire grief ?

La discrétion vis-à-vis de l'action gouvernementale doit-elle se traduire par la disparition complète du Parti et de sa tradition internationaliste ?

J.-M. H.

Traits intempestifs

par Boris SKOMOROVSKY

SILENCE SIGNIFICATIF

A l'occasion de l'anniversaire du gouvernement de Front populaire, Léon Blum a donné au journal **Travail** l'éditorial le plus important interview qui a été reproduit par un grand nombre de journaux anglais et étrangers. Nous sommes de côté tout ce qui a rapport à la politique intérieure qui n'est pas de notre ressort.

Quant à la politique extérieure, le président de la Gauche affirme que le gouvernement qu'il préside « trouve moins de critiques ou des critiques moins vives ». Ce n'est exact qu'à moitié. Le cabinet de Léon Blum trouve, en effet, une certaine bienveillance pour sa politique étrangère, surtout dans la question espagnole, mais dans les milieux hostiles à la démocratie et au socialisme, par les plus mauvais de la classe ouvrière.

Nous ne le fait connaître que notre camarade n'a pas trouvé un mot, un seul mot pour l'époque républicaine et socialiste, en fait mortelle contre le fascisme mondial. Il a parlé de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, de la Belgique et des Etats Scandinaves, de l'U. R. S. S. et des Etats de la Petite Entente, il a parlé même de la République turque, mais il a passé sans aucune critique l'événement le plus grave, le plus tragique de l'année écoulée : la guerre italo-allemande contre la République espagnole. Quelle ironie cruelle dans l'affirmation que « l'objectif réel desquels le nôtre » la sécurité collective ». Si les morts de Guernica et d'Algeria, victimes de la manœuvre non-intervention, pouvaient se lever de leurs tombes pour répondre au chef de section français !

« Très fidèle » has complètement changé à l'ère par « complètement changé » écrit en double l'adoption qui, à côté de moi, sur le Tower Bridge, venait de lire l'interview.

COMPLIMENTS COMPROMETTANTS

Nos camarades, Bracke, directeur politique du **Populaire**, et Bousquet, rédacteur en chef de notre organe central, se sont-ils à leur aise, quand ils lisent sous la plume de ministre Léon Blum (Le **Journal** du 17 juin), ces lignes qui ont été traduites en espagnol, il y a encore quelques mois :

« ALORS QUE LE JOURNAL DE M.

BLUM LE-MÊME ENVISAGE LES EVENEMENTS D'ESPAGNE AVEC UNE BENEVOLENCE QU'ON DOIT SIGNALER. »

EXEMPLE

POUR LE « POPU »

Nous nous élevons avec indignation contre le fait que le **Populaire** se croit en droit, pour raconter la politique du gouvernement dans la question espagnole, d'insérer les voix dans le Parti socialiste qui protestent contre la « gauche française-pagane ».

Voici un précédent historique que notre journal devrait bien suivre. Hamilton Fyfe, directeur du **Daily Mirror**, en 1924, raconte dans le grand journal coopératif britannique **Republican News** le fait :

« M. MacDonald critiquait l'opinion de moi de ne pas publier les lettres des membres et des journaux de **Labour Party** qui s'opposaient par leur ou qu'il (était). Je lui répondis prometteusement que le journal s'opposait au mouvement et non pas à lui ».

CONTRE LA NON-INTERVENTION

The Union of Democratic Control (Union de contrôle démocratique), dont le comité d'influence sur l'opinion publique est **Grande-Bretagne**, a résolu, le 21 mai, son Comité exécutif qu'il a adopté une motion « hostile » sur la non-intervention en Espagne.

« Le Comité condamne l'accord de la non-intervention tel qu'il est pratiqué présentement. Son effet est dirigé contre le gouvernement légitime espagnol. »

Après une critique serrée de ce système de contrôle, la motion conclut en ces termes :

« Le système de contrôle doit être rendu effectif, avec le rattachement de toutes les troupes étrangères de l'Espagne ; dans le cas contraire, l'accord de la non-intervention dans une république et l'aide la plus agressive au gouvernement espagnol. »

L'importance de l'action de l'Union a été beaucoup plus grande si les associations anglaises et françaises de non-intervention qu'il nous a plus accordé avec le gouvernement français de Front populaire.

SCANDALE HERBETTE OU SCANDALE DELBOS ?

(Et Mieux Annoté)

La dernière démission, dans chaque édition, le scandale Herette, dans le cas contraire, cet étrange ambassadeur vient de conseiller au gouvernement français d'intervenir auprès de la Belgique pour l'empêcher de ravivifier Bilbao.

« M. Jean Herette conseil son rôle comme celui d'un aide des rebelles espagnols et des fascistes. Il confond la France avec l'Allemagne et l'Italie. »

Mais M. Delbos n'est-il pas encore plus coupable quand il laisse, depuis dix mois, ces agissements criminels de ses ministres dans le pouvoir, dans le cas contraire de journal, notre camarade Grandjean se parle parait « de la très basse volonté du ministre des Affaires étrangères ». Dans ce système démocratique et parlementaire, le ministre responsable de ses fonctionnaires ? Dans un régime démocratique et parlementaire, le chef de la majorité est-il responsable de la politique de ministre qu'il soutient de ses votes ?

LA LIGUE

DES DROITS DE L'HOMME
CONTRE LE QUAI D'ORSAY

Le Congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme, qui se tiendra à Tours du 17 au 19 juillet, discutera la question suivante : Comment défendre efficacement la démocratie et la paix ? Un projet de résolution élaboré par une commission de cinq membres (Boulet, Bayot, Gélis, Grandjean, Kéris), a été adopté par le Comité central. Nul doute qu'il sera définitivement voté par le Congrès. Avec les renseignements d'urgence, il est au fait des quatre dernières réunions espagnoles du Quai d'Orsay. Nous publions ce projet ailleurs.

L'avenir de l'Espagne, vu par un républicain modéré

« L'Espagne future sera une République démocratique et parlementaire, mais nous ne recommencerons pas la même. Certains privilèges, que depuis la nuit à jamais les grandes réformes politiques et sociales que nous avons réalisées seront maintenues ; certains autres seront peut-être abolies, mais aucun retour au passé n'est possible. »

José Gil, **El Socialista**.

ministre des Affaires étrangères.

N'y aura-t-il donc pas la P. C. coupable pour chercher le rétro à la République comme le 19 juillet et le vote dans le tel de républicainisme catholique ?



La non-interventionisme Julien Pétard fasciste allemand (Algeria).

Le Parti Socialiste à l'action

A mes camarades pacifistes

C'est toujours avec tristesse que je vois des êtres ayant manifesté un esprit indépendant, courageux et chevaleresque, laisser leur cerveau s'embrumer, s'égarer; en un mot, perdre la boussole et finalement, rejoindre nos pires ennemis de classe, sous l'empire d'une psychose qui a été créée sciemment par ceux-ci. Ainsi en a-t-il été de vous, mes ex-camarades dans la lutte pour la paix du monde...

Dès mon retour d'Irun, au début d'octobre dernier, j'écrivais dans la Patrie Humaine : « Réfléchissons bien mes amis! Qu'est-ce qui a soulevé cette légitime vague de colère, de dégoût contre tous les conflits armés? C'est l'avalanche ininterrompue de guerres pour le Droit, l'Honneur national, la Civilisation des peuples arriérés, etc., dont on nous a accablés depuis des centaines d'années, et qui se traduisaient par : intérêts dynastiques, prestige, intérêt capitaliste. Or, il y eut dans toute notre Histoire, une guerre juste : celle que soutinrent, en 1792, nos révolutionnaires contre la réaction coalisée d'Europe. Si nous n'avions connu que celle-là, je vous jure que le mot « pacifisme » même n'aurait pas été inventé, et qu'il n'y aurait ni objecteurs de conscience, ni liques pour la paix, ni ce journal, ni les autres. Pas plus que les protestants actuels n'éprouvent le besoin de se grouper en vue de se défendre contre une nouvelle Saint-Barthélemy. La guerre ne serait pour nous qu'un bref épisode de manuel scolaire.

L'Espagne à son tour connaît la guerre juste; celle que son peuple soutient contre ceux qui veulent délibérément la replonger dans l'état d'abjection qu'approuvait Alphonse XIII. En cette occurrence, imitez certains hommes dits de gauche qui, par horreur du sang versé, confondent tous les combattants dans une réprobation attristée, dégoûtée, c'est montrer un pacifisme de vieille demoiselle douillettement bourgeoise; et par-dessus le marché, myope comme une taupe. Frontière de classe, oui certes. Frontière capitaliste jamais. Si tous les peuples avaient compris ça depuis 150 ans!...

Ces lignes, à l'époque, m'avaient valu de chaudes félicitations de plusieurs lecteurs. Depuis, à mesure que s'étendent les abominations de la guerre contre l'Espagne, il semble que les pacifistes aient totalement perdu leur faculté de jugement, renversant ainsi l'ordre de causalité; et ne réfléchissant pas que c'est précisément la stupide politique étielée à tort « non-intervention » qui, en renvoyant le parti de Progression, lui a donné la force de trainer en longueur son opération de violence. La Patrie Humaine du 28 mai flétrit et raille, dans son éditorial, le « jusqu'au-boutisme » dans la guerre espagnole et allègue que les miliciens victorieux se sont finalement « battus pour les industriels »; ne voyant, sans doute, aucune différence entre l'existence de ces hommes sous le gouvernement Negrin ou sous celui de Franco! Le Barrage déclare, sous la signature de Félicien Challaige, que les pacifistes doivent autant protester contre les massacres de Guernica par les avions allemands que contre ceux de « Saragosse, Grenade et Ténérif par les avions gouvernementaux ». (Il n'assistait évidemment pas au meeting de la rue Saint-Domi-

nique où quatre infirmières de Guernica ont amplement démontré par leur témoignage que ce bombardement-là dépassait en cruauté stupide et inutile, en importance destructive, tout ce qui avait pu être perpétré dans ce genre.) Puis, un article de François Langier sur les gausse des « révolutionnaires » accusant les lâches pacifistes de laisser égorgé le peuple espagnol — ah! comme on sait bien embrouiller toutes ces graves questions!... — et qui continue en déclarant qu'on est bien en peine de savoir où est le peuple espagnol, étant donné que les « requêtes » de Mola sont des paysans de Navarre, donc, peuple espagnol, comme les anarchistes insurgés de Barcelone. C'est pourtant une vérité qui crève les yeux que si l'immense majorité populaire n'avait pas été contre Franco, celui-ci appuyé sur la presque totalité du matériel et sur les cadres, aurait triomphé en quinze jours...

J'en passe et des meilleures parmi les élucubrations de certains champions de la non-violence; comme ceux qui ont prétendu que les Espagnols n'avaient qu'à laisser entrer chez eux les sordides fascistes, quitte à leur opposer la résistance de la grève générale. Allez donc raconter ça aux familles des milliers d'ouvriers fusillés à Séville, Vittoria, Badajoz, etc., précisément pour avoir essayé de faire grève!

Est-il possible que vous tous qui, jadis, refusiez noblement de « marcher » pour les mensonges officiels au temps de l'affaire Dreyfus et de la guerre d'Ethiopie, vous y étiez maintenant tête baissée, à côté des rédacteurs du Journal et du Matin ou de la Victoire? Vous n'êtes pas des petits garçons cependant! Vous avez dû vous documenter et savoir qu'il est archi-faux que tous les Etats étrangers aient une égale responsabilité dans la guerre en Espagne — que jamais personne n'a préconisé une intervention armée au profit de la République espagnole — que lorsque le Creusol, entre cent autres exemples, vendait des armes aux Boers (je précise : des fusils Martini-Henry et des mitrailleuses) nul ne nous accusait de faire la guerre internationale à l'Angleterre — que, d'ailleurs, cette crainte de la guerre internationale a été, en août 36, le pavillon honorable qui reconstruisait une sale marchandise; la vérité sordide et nue étant que le gouvernement Baldwin jouait alors la carte Franco et que la France devait se tenir à ses ordres si elle voulait obtenir des délais pour la facture de 4 milliards que l'Angleterre doit nous présenter l'automne prochain... Vous avez bien dû le constater, que P.U.R.S.S. ayant repris ouvertement ses livraisons dès le 26 octobre n'est toujours pas menacée de guerre, quant à elle!... Alors, pourquoi valoriser une série de jésuitismes bons pour le Foreign Office et le Quai d'Orsay?

J'y insiste; c'est la durée, c'est l'étendue de ce conflit (prévues par nous) qui ont encouragé la vue des antibellistes et leur font aujourd'hui dénicher de bonnes raisons aux fascistes. Doublement maudit soit ce fascisme d'avoir ainsi jeté le trouble dans de nobles âmes et divisé irréparablement les militants de la paix!

Suzanne de CALLIAS.

Bureau du C. A. S. P. E.

Secrétaire général : Jean PRADER.

Secrétaire administratif : Simone KAHN, 2, rue Eugène-Poubelle, Paris 16^e.

Bureau : Colette AUDRY, BEAUREPAIRE, DE BOTON, COLLINET, Berthe FOUCHERE, FOURRIER, O. GUERIN, Jean LONGUET, Edouard SERRE, SCHMIRER, THIRION, WEIL-CURIEL, Jean ZYROMSKI, Paul PERRIN, Amédée GUY, Paul RIVES, AUDEGUIL, ANDRAUD députés, Amédée DU-NOIS, Marceau PIVERT, ENOCH, COLLIETTE, SKOMOROVSKY.

Camarades,

Le C. A. S. P. E. présente au Congrès de Marseille une motion sur la question espagnole. Cette motion a été régulièrement déposée au secrétariat du Parti. Elle a paru dans *La Vie du Parti*, de mai, qui est adressée à tous les membres du Parti. En conséquence, toutes les sections et fédérations en ont été saisies.

Nous rappelons que cette motion est indépendante de toutes les tendances. Des camarades de toutes les tendances du Parti (bataille socialiste, majorité, tendance Marceau Pivert, etc.), s'y sont ralliés. Afin qu'elle puisse être votée en toute clarté, il est nécessaire, conformément à ce qui a déjà été fait dans plusieurs sections, de demander la disjonction du pro-

blème espagnol dans les motions de tendance sur la politique générale. En effet, les avis sur cette question ne se répartissent pas suivant la géographie ordinaire des tendances. Et il ne faut à aucun prix que l'opinion sur ce point soit égarée par d'autres considérations.

En conséquence, nous demandons à tous les camarades qui sont d'accord avec le C. A. S. P. E. : 1° de faire présenter et voter notre motion dans leur section; 2° de procéder de la façon décrite plus haut, afin d'obtenir le maximum de précision.

Voir la motion page 12.

La faire connaître partout.

Nous faire parvenir le résultat des votes.

CAMARADES DE PROVINCE.

TRAVAILLEZ A INFORMER L'OPINION AUTOUR DE VOUS ; ORGANISEZ DES CONFERENCES SUR L'ESPAGNE.

NOUS TENONS DES CONFERENCIERS ET DES FILMS DOCUMENTAIRES A VOTRE DISPOSITION.

CAMARADES DE LA RIVE GAUCHE

ET DE LA BANLIEUE SUD

pour vous, un dépôt de l'« Espagne socialiste » est créé chez : SKOMOROVSKY, 141, rue Broca, bâtiment 3, Paris-13^e Tél. : POR. 14-48

...DE LA BANLIEUE EST

Dépôt chez Quimet, 20, rue Galliéni,

MONTREUIL

...ET DE LA BANLIEUE NORD

Dépôt chez GUERENBOURG, ruelle de la Fontaine, A SARCELLES

(S.-et-O.)

(Barrage)

PERMANENCE DU C. A. S. P. E.

21, rue Saint-Fiacre.

chez M. Wallet, 5^e étage

Tous les soirs, pour tous renseignements, prendre journaux et tracts, s'abonner, etc., de 17 à 19 heures.

On peut prendre des journaux tous les après-midi à partir de 16 heures.

TOUT POUR L'ESPAGNE

Nous signalons l'activité de notre ami Goinnie en faveur de l'Espagne républicaine. Tous les mois, il fait la collecte parmi ses collègues, contrôleurs de compteurs du gaz. Le montant de ces collectes s'élève à 11.976 fr. Les deux dernières souscriptions (la 10^e et la 11^e), soit 1.578 fr., ont été versées au Comité d'Action socialiste pour l'Espagne, en faveur du peuple basque.

Voilà une belle preuve de solidarité internationale et prolétarienne!

APPEL AUX ORATEURS

Camarades, les demandes nous parviennent nombreuses et de toutes régions pour faire entendre la parole du Caspe. Nous encourageons vivement les camarades à continuer cet effort d'information sur la question la plus importante de l'époque.

Mais nos camarades du Bureau ne peuvent aller partout. Si leur dévouement est illimité, leurs temps à forcément des bornes. Nous demandons avec instance à tous les camarades susceptibles de faire un exposé, de nous indiquer leur nom, leur adresse, leur temps disponible. Nous tiendrons à leur disposition toute la documentation dont ils auraient besoin.

C'est votre devoir de manifester ainsi votre solidarité et votre conviction, camarades! Tous à la besogne!

Le Caspe.

Dans toutes vos réunions de section, faites connaître et faites voter la motion du C.A.S.P.E., que vous trouverez dans ce numéro, et qui est indépendante de toutes les motions de tendance.

Volontaires pour l'Espagne socialiste

Nombreux sont nos amis qui, après leur journée de travail, se dévouent à la cause espagnole et diffusent *l'Espagne socialiste*; le succès grandissant de notre journal est, en grande partie, leur œuvre. Leurs noms seront publiés dans le prochain numéro. Signations, toutefois, dès aujourd'hui, le dévouement de notre camarade Charpentier, qui vend, sur le lieu de son travail, régulièrement 250 exemplaires de chaque numéro. Il nous faut 100 Charpentier rien que dans la région parisienne, il nous faut plusieurs centaines de socialistes dévoués en province, pour asseoir notre journal sur un fondement solide, pour gagner la majorité dans le parti. Nous adressons un appel pressant aux volontaires pour *l'Espagne socialiste*.

La « Bataille socialiste » et l'Espagne

Un certain nombre de camarades se sont étonnés que, dans la motion de la Bataille socialiste, il ne soit pas fait allusion à la question espagnole.

Etant donné le bouleversement qui s'est effectué dans les tendances traditionnelles autour de ce problème, un certain nombre de camarades de toutes tendances se sont réunis pour rédiger et faire triompher un texte commun, celui du C. A. S. P. E.

Nos camarades Zyromski, Colliette, Skomorovsky, etc., ont participé à cet effort commun, et souhaitent que nombreux soient les militants de la B. S. qui voteront la motion du C. A. S. P. E.

APRES LE NORD, LA HAUTE-VIENNE S'EMUE A SON TOUR

La Section socialiste de Fromental (Haute-Vienne) :

Affirme sa solidarité totale avec les décisions prises par l'U. S. en accord avec F. S. I., depuis le début de la guerre d'Espagne, décisions qui ont toujours reconnu au gouvernement républicain le droit de s'approvisionner sans entraves en armes et en matériel de guerre, et qui ont dénoncé avec clairvoyance l'intervention directe croissante du fascisme international en Espagne.

Déclare qu'il serait intolérable que le ravitaillement du peuple espagnol en vivres et en produits non mentionnés dans l'accord d'interdiction, soit entravé en quelque manière que ce soit. Il appartient, au contraire, au gouvernement français d'ouvrir au gouvernement socialiste, légal d'Espagne, son crédit en vue de permettre les fournitures de vivres et de médicaments qui épargneraient au peuple espagnol la famine et les épidémies.

Constata aussi que la politique dite de non-intervention n'a pas atteint les objectifs voulus par ses initiateurs du fait de sa violation, délibérée et constante par les grandes puissances fascistes et qu'elle a encouragé l'arrogance de la réaction fasciste en France.

C'est pourquoi, sans envisager aucun autre délai, en pleine conformité avec la résolution de la conférence socialiste et syndicale de Londres (mars 1937), la section se prononce pour le rétablissement intégral du droit international en faveur de l'Espagne républicaine et socialiste et pour la suppression de toutes les entraves existantes à l'approvisionnement libre et régulier du gouvernement socialiste d'Espagne en armes, munitions, matériel de guerre.

Bulletin d'Abonnement

6 mois : 10 francs. — 1 an : 20 francs.
Abonnement de soutien : 30 francs.
Etranger, 6 mois : 15 fr. — un an : 30 fr.

Nom :
Adresse :
Sections, organisation :
Pays :
Signature :

On nous transmet :

La minorité de la G. A. P., motion MARCEAU PIVERT, MODIANO, HERNARD, engage tous ses amis à voter, unanimement la motion du C. A. S. P. E.

Bulletin d'Adhésion

(Adhésion : 2 francs.)

Nom, prénom :
Section ou organisation socialiste :
Adresse :
Pays :
Signature :
Le Gérant : LEFEUVRE.

Le Gérant : J. LEFEUVRE.



Travail exécuté par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Imprimeries Parisiennes Réunies, 10, rue du Faubourg-Montmartre, Paris. E. FUZAT, imprimeur.

MOTION DU C. A. S. P. E. pour le Congrès

L'occasion nous est offerte de sauver l'Espagne. Notre Parti peut décider du sort de la guerre. A tous les camarades qui ont compris la gravité de la situation et les périls de la politique de sanctions contre la République socialiste d'Espagne, par quoi se traduit en fait la non-intervention, nous adressons un appel impérieux. Qu'ils se considèrent dès à présent comme mobilisés au service de l'Espagne et de la Paix contre le fascisme et sa guerre. Il faut que, dans toutes les sections, dans toutes les Fédérations du Parti, la voix des partisans du soutien à l'Espagne sous toutes ses formes se fasse entendre. Il faut que tous les camarades se prononcent en pleine indépendance, en pleine connaissance. Il faut lutter contre les mensonges, il faut démasquer la lâcheté égoïste derrière les prétextes dont on la pare. Camarades ! tous, d'un seul élan, à l'action pour que la motion du C. A. S. P. E. soit votée à tous les échelons du Parti et triomphe au Congrès de Marseille.

Le Congrès national affirme sa solidarité totale avec les décisions prises par l'I. O. S. en accord avec la F. S. I. depuis le début de la guerre d'Espagne, décisions qui ont toujours reconnu au gouvernement républicain le droit de s'approvisionner sans entraves en armes et en matériel de guerre, décisions qui ont dénoncé avec clarté l'intervention directe croissante du fascisme international en Espagne.

Le Congrès constate que la politique dite de non-intervention n'a pas atteint les objectifs voulus par ses initiateurs du fait de sa violation délibérée et constante par les grandes puissances fascistes et qu'elle a encouragé l'arrogance de la réaction fasciste en France.

En effet, le conflit espagnol n'a pas gardé le caractère d'un conflit local et intérieur ; la victoire de la République espagnole, qui aurait pu être rapide et décisive à cause de la prépondérance numérique des effectifs et de la supériorité des disponibilités financières et monétaires entre les mains du gouvernement républicain, a été compromise à plusieurs reprises, retardée certainement ; il ne sera obtenu, ce succès, qu'au prix des sacrifices considérables, par suite du ravitaillement intensif et continu des rebelles par les Etats fascistes, par suite du débarquement d'unités militaires constituées italiennes et allemandes sur le sol de la péninsule ibérique, qui a pris un développement de plus en plus grand.

De plus, la politique dite de non-intervention n'a pas empêché l'Allemagne, l'Italie, le Portugal de reconnaître la Junte de Burgos, de même qu'elle n'a pu interdire les actes de piraterie commis au détriment des navires de commerce des diverses puissances, susceptibles d'amener des complications internationales redoutables.

Le Congrès constate encore que tous les efforts, toutes les tentatives renouvelées des Etats démocratiques pour garantir un contrôle efficace de la non-intervention se sont toujours heurtés à la duplicité des Etats fascistes et ont eu pour conséquence une recrudescence de l'intervention directe de ces Etats en Espagne.

C'est pourquoi, sans envisager aucun autre délai, et en pleine conformité avec la résolution de la Conférence socialiste et syndicale de Londres (mars 1937), il se prononce pour le rétablissement intégral du droit international en faveur de l'Espagne républicaine, et pour la suppression de toutes les entraves existantes à l'approvisionnement libre et régulier du gouvernement républicain d'Espagne en armes, munitions, matériel de guerre.

Etant donné le caractère incontestable d'agression pris par la guerre menée par les Etats fascistes contre l'Espagne, en violation des stipulations du pacte de la S. D. N., le Congrès demande au gouvernement de Front populaire d'appuyer sans réserve la requête du gouvernement espagnol auprès du Conseil de la S. D. N. et d'employer tous ses efforts pour imposer le retrait immédiat des contingents étrangers qui combattent sur le sol espagnol.

Ainsi, le Congrès du Parti Socialiste a conscience d'agir selon le principe supérieur de l'internationalisme ouvrier qui, en présence de la cohésion internationale du fascisme, doit s'affirmer et être pratiqué sans défaillance.

Il a conscience de servir les intérêts de la démocratie en Europe et dans le monde, qui seraient irrémédiablement compromis par l'établissement d'une nouvelle dictature fasciste au delà des Pyrénées.

Il est convaincu de soutenir efficacement et d'approuver loyalement la politique de Front populaire en France, qui verrait surgir devant elle un obstacle redoutable avec la victoire de Franco, obstacle qui empêcherait tout développement de la politique de progrès social, d'organisation de la paix et de désarmement voulue par le gouvernement à direction socialiste.

Il est persuadé de préserver réellement la paix en donnant force et vie à cette formule, expression d'un loyal et véritable non-interventionnisme : **L'Espagne au peuple espagnol.**

Le Congrès du Parti spécifie que même si ces objectifs n'étaient pas encore tous acquis, même si la politique dite de non-intervention symbolisée par le Comité Plymouth se prolongeait, il conviendrait de travailler sans relâche à éliminer toutes les déficiences, toutes les insuffisances, toutes les inconséquences qui pèsent sur le plan de contrôle établi à Londres, au détriment du gouvernement républicain d'Espagne. Notamment, il sera indispensable d'obtenir la fermeture de la frontière hispano-portugaise, condition « sine qua non » de la continuation de la fermeture de la frontière franco-espagnole, et de ne plus réserver aux flottes espagnoles et allemandes, qui sont belligérantes, une fraction de contrôle dans les zones du littoral aux mains des Républicains, ce qui suppose évidemment la neutralité.

Enfin, le Congrès signale qu'il est urgent de mettre fin, dans le domaine des rapports économiques avec la République espagnole, à des anomalies et à des injustices insupportables contenues dans les clauses relatives aux modalités de paiement de produits en provenance de l'Espagne (oranges, pyrites, etc.) et qui infériorisent lourdement les républicains.

Il attire aussi l'attention du gouvernement français pour s'opposer énergiquement à toute immobilisation de l'or de la Banque d'Espagne, réclamée par les puissances fascistes. Il réclame instamment que la République française soit effectivement représentée auprès de la République espagnole, au siège même du gouvernement.

Le Congrès décide qu'une propagande énergique sera menée dans tout le pays sur les bases ainsi définies, afin de créer un puissant mouvement d'opinion qui facilite au gouvernement de Front populaire l'accomplissement de sa propre tâche.

Mais en même temps qu'il rappelle la nécessité d'une telle action, il entend insister sur l'emploi de la puissance directe, autonome de la classe ouvrière, susceptible d'entraver le ravitaillement des rebelles par tous les moyens appropriés. Il compte enfin sur l'activité et le dévouement de tous afin de développer à l'intérieur même du Front fasciste international déclaré l'agitation et la propagande incessantes qui, éclairant les travailleurs dupés et trompés, collaboreront efficacement à la défaite totale du fascisme en Espagne, défaite totale qui, **écartant toute espèce de compromis illusoire avec le parti adverse**, rendra possible la victoire complète sur le fascisme international.

Jean LONGUET, Marceau PIVERT, Jean ZYROMSKI, de la C. A. P. ; A. GUY., P. RIVIFS, AUDEGUIL, ANDRAUD, députés ; Berthe FOUCHERE, secrétaire fédéral de l'Oise ; BEAU-REPAIRE, FOURRIER, WEIL-CURIEL, de la C. E. de la Seine ; Colette AUDRY, de BOLON, Paul COLLIETTE, COLLINET, A. DUNOIS, Daniel GUERIN, F. MOCH, Paul PERRIN, J. PRADER, E. SERKE, SCHMIRER, B. SKOMOKOWSKY, THIRION, etc., de la Fédération de la Seine.